

Le patrimoine architectural de l'industrie, état de la question dans l'Aube par Jean-Louis Humbert



La Maison des Associations, avenue Pasteur, Troyes. Établie en 2000 sur le site des Établissements Économiques Troyens, nés en 1890, elle occupe le siège social de l'entreprise, érigé dans l'entre-deux-guerres dans le style Arts Déco. (Cl. J.L. Humbert, décembre 2000).

Souvent réduit il y a peu à l'état de friche, le bâti de l'industrie est aujourd'hui de plus en plus convoité. Une évolution disséquée à l'occasion d'une journée de réflexion sur le patrimoine industriel.

En France, le patrimoine scientifique, technique et industriel a longtemps été négligé, alors qu'il réunit des lieux de mémoire et des objets essentiels pour écrire l'histoire économique, sociale et politique. Cependant, depuis quelques années – et après bien des destructions – des usines, des mines, des équipements, des machines, des lotissements sont étudiés, protégés, restaurés, interprétés comme tout objet patrimonial. On perçoit désormais la production organisée de biens matériels comme constitutive de notre identité pour « avoir contribué à la richesse de nos sociétés, tissé la trame de l'occupation territoriale, façonné les paysages » (1). Dans le même temps, le bâti de l'industrie est, après transformation, réutilisé à d'autres fins. Le patrimoine industriel aubois n'échappe pas à ces évolutions. Les préoccupations des pionniers – membres d'associations, enseignants,

historiens, architectes... – pour sa protection et sa valorisation ont trouvé un écho auprès des collectivités locales, des organismes publics de logement et auprès de certains investisseurs privés. L'opinion, jusque-là traumatisée par le déclin de la bonneterie locale et par l'ampleur de ses conséquences sociales, a pris conscience, après la quasi disparition du site Poron à Troyes, de la nécessité de sauvegarder quelques vestiges d'une activité qui a établi la réputation de l'Aube. Désormais, le sort des friches laissées par les mutations de l'industrie ne laisse plus indifférent et l'auteur du « Plaidoyer pour le patrimoine industriel aubois », paru dans *La Vie en Champagne* en 1983 (n° 337, p. 16-20) pourrait être satisfait. Certes, de nombreux ateliers et bâtiments usiniers disparaissent encore... Cependant, le patrimoine industriel semble avoir acquis droit de cité, même si de